

Newsletter Seqlense - Décrypter la réglementation pour les investisseurs

26 janvier 2026



Cette semaine encore, les marchés observent attentivement les taux, l'inflation et la croissance. Un autre indicateur semble également s'installer discrètement dans les radars des investisseurs : la **trajectoire réglementaire**.

La semaine écoulée est une bonne illustration de cette tendance avec le renforcement des attentes prudentielles en Europe, la montée des exigences de conformité dans les services financiers numériques et les tensions géopolitiques qui influencent la stabilité du financement bancaire. La régulation n'est plus seulement un cadre, mais devient un facteur direct de valorisation, de risque et de sélection des acteurs.

Pour les investisseurs particuliers et professionnels, cela signifie que la solidité d'un intermédiaire ou la juridiction dans laquelle il opère compte presque autant que le produit lui-même. Pour les investisseurs, professionnels, l'analyse réglementaire s'impose désormais comme une composante à part entière de la gestion du risque. Comprendre où va la règle, c'est aussi anticiper où ira le marché.

Le signal faible à retenir de la semaine

Le signal faible à retenir cette semaine est donc un déplacement discret mais profond : la réglementation commence à agir non plus seulement sur les produits, mais aussi sur l'accès au marché lui-même. On observe une multiplication de décisions, de consultations et de prises de position qui ne crée pas encore de choc visible, mais qui redéfinissent **qui pourra opérer, distribuer ou financer demain**. En Europe, les autorités insistent de plus en plus sur la **solidité opérationnelle, la conformité et la résilience** des acteurs financiers, qu'ils soient traditionnels ou numériques. Côté bancaire, les débats sur les exigences prudentielles et les conditions de financement montrent que **la capacité à supporter le fardeau réglementaire devient un avantage concurrentiel**. Sur les actifs numériques comme sur certains segments de marché traditionnels, on voit émerger une logique de **sélection fondée sur la conformité** car tous les acteurs ne passeront pas le filtre.

Pourquoi s'agit-il d'un signal faible ? Parce qu'il ne s'agit pas (encore) d'une interdiction, d'une crise ou d'un krach réglementaire. De manière plus subtile, **le terrain de jeu reste le même, mais les critères pour y rester se durcissent**.

Ce que ça change pour les investisseurs tient au fait que le risque ne porte plus uniquement sur les actifs, mais de plus en plus sur les **intermédiaires, les juridictions et les modèles d'affaires**. La question clé devient : *Cet acteur sera-t-il encore pleinement opérationnel et conforme dans 12 à 24 mois ?*

Ce glissement progressif de la réglementation des activités vers la réglementation de l'accès est probablement l'évolution structurelle la plus importante à surveiller en ce moment.

L'essentiel de la semaine : Crypto et Finance Traditionnelle

✦ Europe - Investir dans les outils de conformité et de souveraineté des données: une thèse européenne qui se renforce

Un mouvement discret mais structurant est en train de s'installer : **les dépenses des institutions financières en matière d'outils de conformité, de résilience opérationnelle et de sécurité des données deviennent de plus en plus « non négociables »**. L'entrée en vigueur de DORA impose aux acteurs financiers de renforcer la gestion du risque ICT, le suivi des prestataires technologiques et leur capacité à démontrer leur résilience en cas d'incident. Cela soutient la demande de solutions européennes en matière de GRC, de gestion des risques tiers, de cybersécurité et de **traçabilité des contrôles**.

En parallèle, le contexte géopolitique et juridique remet au premier plan la **question de la dépendance à l'égard de fournisseurs soumis au droit américain**. Même si un cadre de transfert de données UE-États-Unis existe aujourd'hui, son avenir juridique reste un sujet de débat, ce qui pousse les acteurs financiers à privilégier des architectures et des prestataires offrant davantage de garanties de **souveraineté et de maîtrise des données**.

Pour les investisseurs, cela dessine une thèse claire : les entreprises européennes capables de combiner **conformité réglementaire, sécurité avancée et crédibilité en matière de souveraineté numérique** pourraient bénéficier d'une demande structurelle, tirée moins par la conjoncture que par la contrainte réglementaire et le risque politique.

Impact attendu pour les investisseurs

L'essor des exigences réglementaires et des enjeux de souveraineté numérique transforme les outils de conformité et de sécurité en **infrastructures critiques** pour la finance. Pour les investisseurs, cela implique plusieurs évolutions structurantes :

- **Demande plus résiliente et moins cyclique** : les budgets liés à la conformité, à la cybersécurité et à la gestion des risques ICT deviennent des dépenses contraintes, moins sensibles aux cycles économiques que d'autres investissements IT.
- **Avantage concurrentiel pour les acteurs européens spécialisés** : les entreprises capables d'offrir des solutions alignées sur les exigences européennes (résilience opérationnelle, contrôle des prestataires, protection des données) pourraient bénéficier d'un positionnement différenciant face aux offres perçues comme davantage exposées aux risques extraterritoriaux.

- **Critère de sélection renforcé dans la chaîne de valeur financière** : banques, assureurs et sociétés de gestion vont privilégier des fournisseurs capables de démontrer la conformité, la traçabilité et la maîtrise des données — ce qui peut accélérer la consolidation autour de solutions robustes et bien capitalisées.
- **Nouveau prisme de risque** : la dépendance technologique et juridique à certaines juridictions devient un facteur à intégrer à l'analyse fondamentale, au même titre que la solidité financière ou la qualité du management.

En résumé, la conformité et la souveraineté des données ne sont plus seulement des sujets réglementaires mais **deviennent des moteurs de valorisation ou de fragilisation pour les entreprises technologiques au service de la finance.**

✦ États-Unis – Tensions entre politique et finance

Action judiciaire du Président Trump

Le président américain **Donald Trump a intenté un procès de 5 milliards USD contre JPMorgan Chase et son CEO Jamie Dimon**, alléguant des pratiques discriminatoires dans la fermeture de comptes bancaires pour des motifs politiques. Cette action s'inscrit dans une escalade politique-financière aux États-Unis et alimente les débats sur la régulation des institutions financières et sur l'indépendance opérationnelle des banques vis-à-vis du pouvoir exécutif.

Impact pour les investisseurs

La politisation des relations régulateur-banque peut ajouter un facteur d'incertitude au secteur financier, ce qui peut accroître la prime de risque sur les actions bancaires.

✦ France – Politique fiscale et régulateur bancaire

Priorités de l'Autorité des marchés financiers pour 2026

L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a publié ses **priorités stratégiques pour 2026**, articulant une régulation axée sur la **protection des investisseurs, l'innovation (notamment la tokenisation), la cybersécurité (DORA)** et l'accompagnement de la **fin de la période transitoire de MiCA (30 juin 2026)**.

A retenir

L'accent est mis sur la résilience des marchés, la protection des épargnants et la lutte contre la fraude. Un soutien aux émissions d'instruments financiers tokenisés semble également se profiler. Un dernier sujet majeur concerne l'intégration de l'IA dans la supervision.

Europe – Crypto-actifs et conformité fiscale

MiCA – Dernière ligne droite

La pression augmente à mesure que la date limite pour obtenir une **autorisation MiCA** approche (fin de la période transitoire : 30 juin 2026). Les PSAN doivent se conformer rapidement pour continuer à opérer dans l'UE.

Conséquences

La mise en conformité des sociétés concernées devient un élément crucial, car elle préfigure une restructuration du paysage des prestataires crypto dans l'UE, avec un impact possible sur la disponibilité des services et les choix d'investissement.

Directive fiscale DAC 8

La directive DAC8, entrée en vigueur début 2026, impose aux plateformes crypto de transmettre automatiquement les transactions des utilisateurs aux autorités fiscales, renforçant la transparence et la conformité fiscale pour les investisseurs européens.

Conséquences

Avec cette réglementation les principales conséquences s'orientent vers une plus grande transparence fiscale avec une adaptation obligatoire des systèmes des plateformes et un impact potentiel sur la liquidité et l'offre des marchés crypto maintenant que ces actifs sont concernés par DAC8.

✦ Europe - Risque de financement bancaire face à l'incertitude géopolitique

Alerte ESRB

L'European Systemic Risk Board (ESRB) a mis en garde que les **banques de la zone euro pourraient éprouver des difficultés à se financer en devises étrangères** dans un contexte d'incertitude géopolitique persistante, notamment liée aux tensions commerciales internationales.

Intérêt pour les investisseurs

Un resserrement des conditions de financement peut peser sur les marges bancaires et les valorisations financières. Il semble également, dorénavant, important d'intégrer les risques macro-financiers dans l'allocation d'actifs.

✦ Europe et France – Réforme des découverts bancaires (application au 20 novembre 2026)

Directive européenne (UE) 2023/2225

Cette directive, qui révisé les règles applicables aux contrats de crédit aux consommateurs, est à l'origine de la réforme du traitement des découverts bancaires en droit français. Elle étend notamment l'obligation d'analyse de solvabilité à tous les découverts, y compris ceux de faible montant ou de courte durée.

Ordonnance de transposition du 3 septembre 2025

Une **ordonnance du 3 septembre 2025** transpose cette directive en droit français, applicable à partir du **20 novembre 2026**. Elle intègre les découverts bancaires et les facilités de caisse au régime complet du **crédit à la consommation** (évaluation de la solvabilité proportionnée, transparence des conditions, etc.).

Encadrement des découverts bancaires

Selon le site **Service-Public.fr**, à compter du 20 novembre 2026, l'autorisation de découvert bancaire requerrait une analyse de solvabilité pour tous les découverts, y compris les découverts inférieurs à 200 € ou de moins d'un mois, qui intègrent pleinement le cadre réglementaire du crédit à la consommation.

Contexte global et tendances à surveiller

Les régulateurs européens et américains poursuivent l'élaboration de cadres permettant la **tokenisation d'actifs financiers et l'intégration de technologies numériques** dans les marchés traditionnels, ce qui, à terme, influencera les produits d'investissement accessibles aux institutionnels et particuliers.

Les actions politiques affectant les grandes institutions financières (comme le procès Trump vs. JPMorgan) marquent une **nouvelle dynamique entre régulation, gouvernance d'entreprise et marchés financiers**, un sujet de vigilance pour la gestion du risque réglementaire.

N'investissez jamais plus que ce que vous êtes prêt à perdre. Les informations fournies ci-dessus ne constituent en aucun cas un conseil en investissement et ne sont fournies qu'à titre informatif et indicatif. Dans toute la mesure permise par la loi, Seqlense décline toute responsabilité quant à toute perte ou tout dommage découlant d'une utilisation quelconque du présent document ou de son contenu. Les informations sont fournies à titre d'information générale uniquement. Elles ne constituent pas un conseil juridique, financier ou professionnel.

Seqlense Newsletter - Decoding regulations for investors

26 January 2026



This week, markets are once again closely watching interest rates, inflation, and growth. Another indicator also seems to be quietly appearing on investors' radars: the **regulatory landscape**.

The past week is a good illustration of this trend, with the tightening of prudential expectations in Europe, the rise of compliance requirements in digital financial services, and geopolitical tensions influencing the stability of bank financing. Regulation is no longer just a framework, but is becoming a direct factor in valuation, risk, and the selection of players.

For individual and professional investors, this means that the solidity of an intermediary or the jurisdiction in which it operates is almost as important as the product itself. For professional investors, regulatory analysis is now an integral part of risk management. Understanding where the rules are headed also means anticipating where the market will go.

The weak signal to remember this week

The weak signal to remember this week is therefore a discreet but profound shift: regulation is beginning to affect not only products, but also access to the market itself. We are seeing a proliferation of decisions, consultations, and position statements that are not yet creating a visible shock, but are redefining **who will be able to operate, distribute, or finance tomorrow**. In Europe, authorities are increasingly insisting on the **operational soundness, compliance, and resilience** of financial players, whether traditional or digital. On the

banking side, debates on prudential requirements and financing conditions show that **the ability to bear the regulatory burden is becoming a competitive advantage**. In digital assets, as in certain traditional market segments, we are seeing the emergence of a logic of **selection based on compliance**, as not all players will pass the filter.

Why is this a weak signal? Because it is not (yet) a ban, a crisis, or a regulatory crash. More subtly, **the playing field remains the same, but the criteria for staying in it are becoming stricter**.

What this means for investors is that the risk no longer lies solely with the assets, but increasingly with the **intermediaries, jurisdictions, and business models**. The key question becomes: *Will this player still be fully operational and compliant in 12 to 24 months?*

This gradual shift from regulating activities to regulating access is probably the most important structural development to watch right now.

The week in review: Crypto and Traditional Finance

📌 Europe - Investing in compliance and data sovereignty tools: a growing European trend

A discreet but significant shift is taking place: **financial institutions' spending on compliance, operational resilience, and data security tools is becoming increasingly “non-negotiable.”** The entry into force of DORA requires financial players to strengthen ICT risk management, monitoring of technology providers, and their ability to demonstrate resilience in the event of an incident. This supports the demand for European solutions in GRC, third-party risk management, cybersecurity, and **traceability of controls**.

At the same time, the geopolitical and legal context is bringing the **issue of dependence on suppliers subject to US law** back to the forefront. Although an EU-US data transfer framework exists today, its legal future remains a subject of debate, prompting financial players to favour architectures and providers that offer greater guarantees of **sovereignty and data control**.

For investors, this paints a clear picture: European companies that can combine regulatory compliance, advanced security, and credibility in terms of digital sovereignty could benefit from structural demand driven less by economic conditions than by regulatory constraints and political risk.

Expected impact for investors

The rise of regulatory requirements and digital sovereignty issues is transforming compliance and security tools into **critical infrastructure** for finance. For investors, this implies several structural changes:

- **More resilient and less cyclical demand:** budgets related to compliance, cybersecurity, and ICT risk management are becoming mandatory expenses, less sensitive to economic cycles than other IT investments.
- **Competitive advantage for specialised European players: Companies able to offer solutions aligned with European requirements (operational resilience, supplier control, data protection) could benefit from a differentiating position compared to offerings perceived as more exposed to extraterritorial risks.**
- **Stronger selection criteria in the financial value chain:** banks, insurers, and management companies will favour suppliers that can demonstrate compliance, traceability, and data control—which may accelerate consolidation around robust, well-capitalised solutions.
- **New risk prism:** technological and legal dependence on certain jurisdictions is becoming a factor to be included in fundamental analysis, on a par with financial strength and management quality.

In short, data compliance and sovereignty are no longer just regulatory issues but are **becoming drivers of value or fragility for technology companies serving the financial sector.**

United States – Tensions between politics and finance

Legal action by President Trump

US President Donald Trump has filed a \$5 billion lawsuit against JPMorgan Chase and its CEO Jamie Dimon, alleging discriminatory practices in the closure of bank accounts for political reasons. This action is part of a political and financial escalation in the United States and is fueling debates on the regulation of financial institutions and the operational independence of banks from the executive branch.

Impact for investors

The politicisation of regulator-bank relations may add a factor of uncertainty to the financial sector, which could increase the risk premium on bank stocks.

✦ France – Tax policy and banking regulator

Priorities of the Financial Markets Authority for 2026

The Autorité des Marchés Financiers (AMF) has published its **strategic priorities for 2026**, articulating a regulatory approach focused on **investor protection, innovation (particularly tokenisation), cybersecurity (DORA)**, and support for the **end of the MiCA transition period (June 30, 2026)**.

Key takeaways

The focus is on market resilience, investor protection, and the fight against fraud. Support for the issuance of tokenized financial instruments also appears to be on the horizon. A final major topic concerns the integration of AI into supervision.

✦ Europe – Crypto-assets and tax compliance

MiCA – Final stretch

Pressure is mounting as the deadline for obtaining **MiCA authorisation** approaches (end of the transition period: June 30, 2026). NSPs must comply quickly in order to continue operating in the EU.

Consequences

Compliance for the companies concerned is becoming crucial, as it heralds a restructuring of the crypto service provider landscape in the EU, with a possible impact on the availability of services and investment choices.

DAC 8 Tax Directive

The DAC8 directive, which came into force in early 2026, requires crypto platforms to automatically report user transactions to tax authorities, enhancing transparency and tax compliance for European investors.

Consequences

The main consequences of this regulation are greater tax transparency, with mandatory adaptation of platform systems and a potential impact on the liquidity and supply of crypto markets now that these assets are covered by DAC8.

✦ Europe - Risk of bank financing amid geopolitical uncertainty

ESRB alert

The European Systemic Risk Board (ESRB) has warned that **eurozone banks could face difficulties in financing themselves in foreign currencies** amid ongoing geopolitical uncertainty, particularly related to international trade tensions.

Interest for investors

Tighter financing conditions could weigh on bank margins and financial valuations. It also seems important from now on to factor macro-financial risks into asset allocation.

✦ Europe and France – Reform of bank overdrafts (effective November 20, 2026)

European Directive (EU) 2023/2225

This directive, which revises the rules applicable to consumer credit agreements, serves as the basis for reforming the treatment of bank overdrafts in French law. In particular, it extends the obligation to analyse creditworthiness to all overdrafts, including those of small amounts or short duration.

Transposition order of September 3, 2025

An **order dated September 3, 2025**, transposes this directive into French law, applicable from **November 20, 2026**. It incorporates bank overdrafts and cash facilities into the comprehensive **consumer credit** regime (proportionate creditworthiness assessment, transparency of terms and conditions, etc.).

Regulation of bank overdrafts

According to the website **Service-Public.fr**, as of November 20, 2026, authorisation for bank overdrafts will require a creditworthiness assessment for all overdrafts, including those of less than €200 or less than one month, which are fully integrated into the regulatory framework for consumer credit.

Global context and trends to watch

European and US regulators are continuing to develop frameworks for the tokenisation of financial assets and the integration of digital technologies into traditional markets, which will ultimately influence the investment products available to institutional and retail investors.

Political actions affecting large financial institutions (such as the Trump v. JPMorgan lawsuit) mark a **new dynamic between regulation, corporate governance, and financial markets**, a subject that requires vigilance in regulatory risk management.

Never invest more than you are prepared to lose. The information provided above does not constitute investment advice and is provided for informational and indicative purposes only. To the fullest extent permitted by law, Seqlense disclaims all liability for any loss or damage arising from any use of this document or its contents. The information is provided for general information purposes only. It does not constitute legal, financial or professional advice.